

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE, MINISTERE DE LA DEFENSE, SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT, SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE, SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE, SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR, SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE, SERVICE PUBLIC FEDERAL BUDGET ET CONTROLE DE LA GESTION, SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE ET SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[2013/204494]

17 AOUT 2013. — Loi relative à la modernisation du droit du travail et portant des dispositions diverses

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté en Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE 2. — *Modification de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail*

Art. 2. Dans la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail, il est inséré un article 12^{ter}/1 rédigé comme suit :

« Art. 12^{ter}/1. Par dérogation aux articles 11 et 12, les dispositions d'une convention collective de travail conclue conformément à la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires prolongeant les périodes de référence prévues aux articles 26^{bis} de la loi du 16 mars 1971 sur le travail et 11^{bis} de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail sont introduites dans le règlement de travail dès le dépôt de la convention collective au greffe de la direction générale des relations collectives de travail du service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale, pour autant que cette insertion soit nécessaire au respect du prescrit de l'article 6. »

CHAPITRE 3. — *Modification de la loi du 16 mars 1971 sur le travail*

Art. 3. Dans l'article 26^{bis} de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, inséré par l'arrêté royal n° 225 du 7 décembre 1983 et modifié par les lois des 22 janvier 1985, 10 juin 1993, 21 décembre 1994, 26 juillet 1996, 4 décembre 1998 et 3 juillet 2005, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 8 est abrogé;

2° il est inséré un paragraphe 1^{er bis} rédigé comme suit :

« § 1^{er bis}. A aucun moment dans le courant de la période de référence prévue au paragraphe 1^{er}, la durée totale du travail presté ne peut dépasser de plus de 78 heures la durée moyenne de travail autorisée sur la même période de référence, multipliée par le nombre de semaines ou de fractions de semaine déjà écoulées dans cette période de référence.

Si la durée de la période de référence a été prolongée à un an en application du § 1^{er}, alinéa 3, la limite de 78 heures prévue à l'alinéa précédent est portée à 91 heures. Toutefois cette augmentation ne pourra être appliquée que trois mois après le début de la période de référence d'un an.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER, MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING, FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING, FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE, FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID, FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN, FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE, FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUDGET EN BEHEERSCONTROLE, FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2013/204494]

17 AUGUSTUS 2013. — Wet betreffende de modernisering van het arbeidsrecht en houdende diverse bepalingen

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1.— *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK 2. — *Wijziging van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen*

Art. 2. In de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen wordt een artikel 12^{ter}/1 ingevoegd, luidende :

« Art. 12^{ter}/1. In afwijking van de artikelen 11 en 12, worden de bepalingen van een collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten overeenkomstig de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, die de referentieperiodes verlengen bedoeld bij de artikelen 26^{bis} van de arbeidswet van 16 maart 1971 en 11^{bis} van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, in het arbeidsreglement ingevoegd vanaf de neerlegging van deze collectieve arbeidsovereenkomst op de griffie van de algemene directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de federale overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, voor zover deze invoeging nodig is ter naleving van het bepaalde in artikel 6. »

HOOFDSTUK 3. — *Wijziging van de arbeidswet van 16 maart 1971*

Art. 3. In artikel 26^{bis} van de arbeidswet van 16 maart 1971, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 225 van 7 december 1983 en gewijzigd bij de wetten van 22 januari 1985, 10 juni 1993, 21 december 1994, 26 juli 1996, 4 december 1998 en 3 juli 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt het achtste lid opgeheven;

2° er wordt een paragraaf 1^{bis} ingevoegd, luidende :

« § 1^{bis}. In de loop van de in paragraaf 1 bedoelde referentieperiode mag op geen enkel ogenblik de totale duur van de verrichte arbeid de toegelaten gemiddelde arbeidsduur over dezelfde referentieperiode, vermenigvuldigd met het aantal weken of delen van een week die reeds in deze referentieperiode verlopen zijn, overschrijden met meer dan 78 uren.

Indien de duur van de referentieperiode wordt verlengd tot één jaar met toepassing van § 1, derde lid, wordt de in het vorige lid bedoelde grens van 78 uren verhoogd tot 91 uren. Deze verhoging is evenwel slechts van toepassing vanaf drie maanden na het begin van de referentieperiode van één jaar.

La limite de 91 heures peut être portée à 130 heures ou à 143 heures selon les procédures fixées par le Roi garantissant un accord ou une concertation avec les travailleurs ou leurs représentants. Dans le cadre de ces procédures, le Roi peut autoriser de déroger aux articles 11 et 12 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail. Dans l'application de ces procédures, une attention particulière sera accordée à l'emploi, à la santé et à la sécurité des travailleurs et à la qualité du travail. »;

3° le paragraphe 2bis, remplacé par la loi du 3 juillet 2005, est remplacé par ce qui suit :

« § 2bis. A la demande du travailleur, 91 heures par année civile, prestées en vertu de l'article 25 ou de l'article 26, § 1^{er}, 3°, ne seront pas comptées dans le calcul de la moyenne prévue au paragraphe 1^{er} et ne seront pas prises en compte pour le respect de la limite prévue au paragraphe 1^{er}bis.

Cette demande du travailleur doit être formulée avant l'échéance de la période de paie au cours de laquelle ces prestations ont été effectuées.

Ces 91 heures peuvent être portées à 130 heures ou à 143 heures selon les procédures fixées par le Roi. Dans le cadre de ces procédures, le Roi peut autoriser de déroger aux articles 11 et 12 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail. Dans l'application de ces procédures, une attention particulière sera accordée à l'emploi, à la santé et à la sécurité des travailleurs et à la qualité du travail. »;

4° dans le paragraphe 3, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Dans le cas où un maximum supérieur à 65 heures a été fixé en vertu de l'alinéa précédent, le Roi peut augmenter la limite fixée au paragraphe 1^{er}bis. »

Art. 4. Les arrêtés royaux pris en exécution de l'article 26bis, § 3, alinéa 2 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail avant l'entrée en vigueur de l'article 3 restent d'application jusqu' à leur abrogation expresse ou l'échéance de leur durée de validité.

Il en est de même des conditions et modalités relatives à la non-récupération d'heures supplémentaires en application de l'article 26bis, § 2bis de la loi du 16 mars 1971 sur le travail fixées selon les procédures déterminées par le Roi et en vigueur avant l'entrée en vigueur de l'article 3, 3°.

CHAPITRE 4. — Modification de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail

Art. 5. Dans l'article 11bis, alinéa 3, de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, inséré par la loi du 23 juin 1981 et modifié par les lois des 22 janvier 1989 et 26 juillet 1996, les mots « alinéa 8 » sont remplacés par les mots « alinéa 7 ».

CHAPITRE 5. — Modification de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi

Art. 6. Dans l'article 42, § 1^{er}, 1°, de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi, remplacé par la loi du 17 mai 2007 et modifié par la loi du 1^{er} février 2011, les mots « et pour la période du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2012 » sont abrogés.

Art. 7. L'article 6 produit ses effets le 1^{er} janvier 2013.

CHAPITRE 6. — Modification de la loi du 3 juillet 2005 portant des dispositions diverses relatives à la concertation sociale

Art. 8. Dans l'article 31 de la loi du 3 juillet 2005 portant des dispositions diverses relatives à la concertation sociale, modifié par les lois des 17 mai 2007 et 1^{er} février 2011, les mots « 1^{er} janvier 2013 » sont chaque fois remplacés par les mots « 1^{er} janvier 2015 ».

Art. 9. L'article 8 produit ses effets le 1^{er} janvier 2013.

CHAPITRE 7. — Modification de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I)

Art. 10. Dans l'article 195 de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (I) le paragraphe 2 est abrogé.

De grens van 91 uren kan verhoogd worden tot 130 uren of tot 143 uren volgens de procedures vastgesteld door de Koning die een akkoord of een overleg met de werknemers of hun vertegenwoordigers waarborgen. In het kader van deze procedures kan de Koning toelaten om af te wijken van de artikelen 11 en 12 van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen. Bij de toepassing van deze procedures, zal bijzondere aandacht besteed worden aan de werkgelegenheid, de gezondheid en veiligheid van de werknemers en de kwaliteit van de arbeid. »;

3° paragraaf 2bis, vervangen bij de wet van 3 juli 2005, wordt vervangen als volgt :

« § 2bis. Op vraag van de werknemer worden 91 uren per kalenderjaar, gepresteerd overeenkomstig artikel 25 of artikel 26, § 1, 3°, niet aangerekend bij de berekening van het gemiddelde bedoeld in paragraaf 1 en niet in aanmerking genomen voor de naleving van de grens bedoeld bij paragraaf 1bis.

De werknemer moet deze vraag gesteld hebben nog voor de betaalperiode gedurende welke de prestaties werden verricht, verlopen is.

Deze 91 uren kunnen worden verhoogd tot 130 uren of tot 143 uren volgens de procedures vastgesteld door de Koning. In het kader van deze procedures kan de Koning toelaten om af te wijken van de artikelen 11 en 12 van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen. Bij de toepassing van deze procedures, zal bijzondere aandacht besteed worden aan de werkgelegenheid, de gezondheid en veiligheid van de werknemers en de kwaliteit van de arbeid. »;

4° in paragraaf 3 wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« Ingeval een hoger maximum dan 65 uren werd vastgesteld op grond van het vorige lid, kan de Koning de grens vastgesteld in paragraaf 1bis verhogen. »

Art. 4. De koninklijke besluiten genomen in uitvoering van artikel 26bis, § 3, tweede lid, van de arbeidswet van 16 maart 1971 vóór de inwerkingtreding van artikel 3 blijven van toepassing tot hun uitdrukkelijke opheffing of het verstrijken van hun geldigheidsduur.

Hetzelfde geldt voor de voorwaarden en nadere regelen met betrekking tot de niet in te halen overuren in toepassing van artikel 26bis, § 2bis van de arbeidswet van 16 maart 1971, vastgesteld volgens de procedures bepaald door de Koning en in werking getreden vóór de inwerkingtreding van artikel 3, 3°.

HOOFDSTUK 4. — Wijziging van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten

Art. 5. In artikel 11bis, derde lid van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, ingevoegd bij de wet van 23 juni 1981 en gewijzigd bij de wetten van 22 januari 1989 en 26 juli 1996, worden de woorden « achtste lid » vervangen door de woorden « zevende lid ».

HOOFDSTUK 5. — Wijziging van de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de werkgelegenheid

Art. 6. In artikel 42, § 1, 1°, van de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de werkgelegenheid, vervangen bij de wet van 17 mei 2007 en gewijzigd bij de wet van 1 februari 2011, worden de woorden « en voor de periode van 1 januari 2011 tot 31 december 2012 » opgeheven.

Art. 7. Artikel 6 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2013.

HOOFDSTUK 6. — Wijziging van de wet van 3 juli 2005 houdende diverse bepalingen betreffende het sociaal overleg

Art. 8. In artikel 31 van de wet van 3 juli 2005 houdende diverse bepalingen betreffende het sociaal overleg, gewijzigd bij de wetten van 17 mei 2007 en 1 februari 2011, worden de woorden « 1 januari 2013 » telkens vervangen door de woorden « 1 januari 2015 ».

Art. 9. Artikel 8 heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2013.

HOOFDSTUK 7. — Wijziging van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I)

Art. 10. In artikel 195 van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (I) wordt paragraaf 2 opgeheven.

CHAPITRE 8. — *Entrée en vigueur*

Art. 11. Le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur des articles 2 à 5.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 17 août 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Premier Ministre,

E. DI RUPO

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Défense,

P. DE CREM

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères,

D. REYNDERS

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie,

J. VANDE LANOTTE

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Pensions,

A. DE CROO

La Vice-Première Ministre et Ministre de l'Intérieur,

J. MILQUET

La Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires sociales,

Mme L. ONKELINX

La Ministre des Classes moyennes, des P.M.E., des Indépendants et de l'Agriculture,

Mme S. LARUELLE

La Ministre de la Justice,

Mme A. TURTELBOOM

Le Ministre du Budget,

O. CHASTEL

La Ministre de l'Emploi,

Mme M. DE CONINCK

Le Ministre des Entreprises publiques et de la Coopération au développement,

J.-P. LABILLE

Le Ministre des Finances,

K. GEENS

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,

Mme A. TURTELBOOM

—————
Note

(1) *Pièces de la Chambre des représentants :*

53-2904-2012/2013 :

N° 1 : Projet de loi.

N° 2 : Rapport.

N° 3 : Texte corrigé par la commission.

N° 4 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Compte rendu intégral : 16 et 17 juillet 2013.

Pièces du Sénat :

53-2221-2012/2013 :

N° 1 : Projet évoqué par le Sénat..

N° 2 : Rapport.

Annales du Sénat : 18 juillet 2013.

HOOFDSTUK 8. — *Inwerkingtreding*

Art. 11. De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van de artikelen 2 tot 5.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, op 17 augustus 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Eerste Minister,

E. DI RUPO

De Vice-Eerste Minister en Minister van Landsverdediging,

P. DE CREM

De Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse zaken,

D. REYNDERS

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economie,

J. VANDE LANOTTE

De Vice-Eerste Minister en Minister van Pensioenen,

A. DE CROO

De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,

Mevr. J. MILQUET

De Vice-Eerste Minister en Minister van Sociale Zaken,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Middenstand, K.M.O.'s, Zelfstandigen en Landbouw,

Mevr. S. LARUELLE

De Minister van Justitie,

Mevr. A. TURTELBOOM

De Minister van Begroting,

O. CHASTEL

De Minister van Werk,

Mevr. M. DE CONINCK

De Minister van Overheidsbedrijven en Ontwikkelingssamenwerking,

J.-P. LABILLE

De Minister van Financiën,

K. GEENS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie

Mevr. A. TURTELBOOM

—————
Nota

(1) *Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers :*

53-2904-2012/2013 :

Nr. 1 : Wetsontwerp.

Nr. 2 : Verslag.

Nr. 3 : Tekst verbeterd door de commissie.

Nr. 4 : Tekst aangenomen in de voltallige vergadering en overgemaakt aan de Senaat.

Integraal Verslag : 16 en 17 juli 2013.

Stukken van de Senaat :

53-2221-2012/2013 :

Nr. 1 : Ontwerp geëvoceerd door de Senaat.

Nr. 2 : Verslag.

Handelingen van de Senaat : 18 juli 2013.